



CCMMEP
19 octobre 2021

Déclaration liminaire CGT

A moyens constants

La polémique est-elle un moyen efficace pour cacher les réalités du terrain?
Le buzz médiatique permet-il de faire passer la vérité au second plan ?

A chacune de ces questions
JM Blanquer doit sans
doute répondre oui.

Pendant que dans la 5^e puissance mondiale, les personnels de l'Education travaillent dans des conditions indécentes, JM Blanquer continue de lancer des problèmes sans fondements ou des think tanks improbables.

Les personnels ne savent pas plus ce que sont le wokisme et la *cancel culture* qu'ils ne comprennent l'expression islamo-gauchisme chère à Frédérique Vidal. Par contre, ils constatent clairement que ces sujets hors-sol - à mille lieux des réalités de terrain - occupent le gouvernement et façonnent l'opinion publique.

La CGT rappelle donc – par le biais de ce CCMMEP – ce qui importe aux professeur-es et AESH de l'Education nationale des établissements privés sous contrat.

Après 7 semaines de cours, ils sont épuisés. En tant qu'organisation syndicale, nous constatons une vague sans précédent de burn-out, de questionnements sur la rupture conventionnelle et de démissions.

Aujourd'hui, 19 octobre, les AESH se retrouvent pour une 4^e journée de grève. La mise en place des PIAL est un fiasco. A part si l'objectif du Ministère consiste à dégrader les conditions de travail des élèves et de ces personnels sous-payés et déconsidérés.

Dans les lycées, les enseignants digéraient à peine une énième réforme du bac quand ils ont appris - au cœur de l'été - la fin des épreuves communes et leur passage généralisé en contrôle continu. Dernière pelletée pour enterrer définitivement un examen national garantie d'égalité sur le territoire. Ces mêmes enseignant-es sont - depuis lors - sommé-es de se réunir lors de deux 1/2 journées pédagogiques pour produire eux-mêmes un Projet Local d'Evaluation qui place l'évaluation permanente au centre du système, et - de fait - mettra fin à cette liberté pédagogique essentielle à notre profession ; le tout au détriment de l'enseignement. Davantage de contrôle continu, c'est un bac à plusieurs vitesses et une pression constante sur les élèves et sur les enseignant-es. Comment est-il possible d'exercer un métier dans ces conditions ?

Alors que toute mauvaise note devient un drame, on nous demande de tout évaluer. En conséquence, les relations avec les parents sont tendues voire violentes au lycée, mais aussi au collège et dans les écoles. Les professeur-es de écoles sont confronté-es à des attitudes procédurières, des critiques brutales. Remise en cause de leur professionnalisme, agressions verbales, physiques, dépôts de plaintes des familles : les personnels sont le réceptacle du mal être social et des angoisses face à l'avenir. Qui protège les personnels de l'Enseignement privé sous contrat ?

Et pendant ce temps, le 17 octobre, sur France Culture, JM Blanquer parlait d'un "ressenti positif" à propos de l'hommage à la mémoire de Samuel Paty.

Qu'en est-il dans les faits ? Une fois encore, les injonctions du Ministre sont tombées du jour au lendemain ; les modalités de cette commémoration ont été plaquées artificiellement sur des enseignant-es non préparé-es et exténué-es. Pour quel bénéfice ? Certainement pas pour promouvoir positivement les notions de laïcité et liberté de conscience : deux principes malmenés dans les établissements privé sous contrat. Pour preuve la phrase de conclusion de Philippe Delorme lors de la conférence de rentrée du SGEC : « *Le caractère propre des écoles Diwan, c'est l'immersion dans la langue bretonne. Notre caractère propre à nous, c'est l'immersion dans l'évangile de Jésus-Christ.* »

Nous souhaitons sincèrement connaître la position du Ministère à cette affirmation.

Toujours pendant ce temps, nous découvrons les « bleus budgétaires » qui se résument en 3 mots : stabilité-de-l'emploi.

Comment est-il possible de continuer à moyens constants alors que le Service public d'Education nationale a besoin de plus de personnels, de formations - initiales et continues - de qualité, d'un temps de travail incluant des concertations, d'un meilleur encadrement éducatif et pédagogique des élèves – qu'ils soient en situation de handicap ou non ?

Dans ce ministère essentiel à la jeunesse, le courage ne consiste pas à lancer des polémiques ou des injonctions inapplicables. Le courage serait de regarder les problèmes en face et de mettre en œuvre des solutions progressiste d'ampleur (à l'opposé de celles des 50 avec Zemmour) : le plan d'Urgence de l'Éducation que la CGT propose depuis plusieurs mois par exemple.